



Alerte aux assurés sociaux de Paris

Les centres de sécurité sociale sont en danger



Depuis l'année 2005, le nombre de sites d'accueils de la Sécurité Sociale se réduit de plus en plus, de 43 centres nous sommes passés à 13 sites ouverts.

Les centres suivants ont été fermés au public : Horloge (4ème), Mouffetard (5ème), St Sulpice (6ème), Tour Eiffel (7ème), Constantinople (8ème), Lamartine (9ème), République et Hauteville (10ème), Bastille (11ème), Bel-Air et Lyon Bercy (12ème), Chevaleret (13ème), St Jacques (14ème), Gutenberg, Pasteur et Lefebvre (15ème), Léo Delibes et Versailles Mirabeau (16ème), Grandes-carrières (18ème), Manin (19ème), Ménilmontant (20ème).

Depuis 2009, la CPAM de Paris a perdu plus de 300 emplois. Cette politique devrait se poursuivre de 2011 à 2013 avec la suppression prévue de 4000 emplois au niveau national. La désertification de la sécurité sociale dans la capitale s'élargit puisque les 9 premiers arrondissements de Paris sont sans centre d'accueil.

La direction de la CPAM Paris vient d'annoncer son intention de fermer plusieurs centres en 2013, dans le cadre de son schéma directeur immobilier. Cette volonté de restructurations permanentes est scandaleuse. Ce sont 2 600 000 assurés sociaux qui sont concernés à Paris. Les 13 centres, actuellement existant, reçoivent chaque jour 6 000 assurés sociaux dont 2000 dans les 4 centres promis à la fermeture qui sont les suivant :

13ème : le centre Butte aux Cailles - **14ème :** le centre Leclerc-Orléans

15ème : le centre St Charles - **17ème :** le centre Tocqueville.

Les techniciens chargés de vous accueillir ne peuvent plus vous recevoir dans de bonnes conditions. Ils sont en difficulté pour apporter des réponses à vos demandes de renseignements et à vos réclamations, au regard des moyens budgétaires accordés par les pouvoirs publics.

Sans effectifs supplémentaires les conditions de travail se dégradent et vous-même en subissez les effets. Cette situation est inacceptable.

Le saviez-vous ? Les salariés de la CPAM sont de droit privé et non, comme on le raconte, des fonctionnaires. Leurs salaires diminuent d'année en année. Le salaire d'embauche, tout juste au niveau du SMIC, ne permet plus aux jeunes de vivre décemment.

Or la direction de la Sécurité Sociale organise les embauches de CDD et d'intérimaires, qui de fait deviennent la règle. Les salariés sont embauchés, avec une formation rapide, pour 4 à 5 mois, puis remerciés et remplacés par d'autres CDD! Est-ce avec une telle politique de l'emploi et cette conception de l'organisation qu'il sera répondu aux besoins des assurés sociaux et à ceux des personnels?

Stop aux emplois précaires. Ce n'est d'ailleurs pas l'accord national interprofessionnel qui vient d'être signé par le patronat et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGC) qui va arranger la situation.

Les salariés de la Sécurité Sociale, subissent comme vous les franchises médicales, la baisse des taux de remboursement des médicaments et les déremboursements, mais également les hausses des cotisations et la baisse des prestations.

SIGNEZ MASSIVEMENT CETTE PETITION POUR DEFENDRE VOS DROITS

Monsieur le Maire de Paris, Mesdames et Messieurs les Maires d'arrondissements, Monsieur le directeur de la CNAM, Monsieur le directeur de la CPAM de Paris, Mesdames et Messieurs les membres du conseil de la CPAM de Paris,

Nous constatons que les effectifs des agents d'accueil de la CPAM sont très insuffisants et que le nombre de centres a diminué de plus de la moitié en 5 ans, passant de 43 à 13 ce qui nous oblige à nous déplacer toujours plus loin et attendre toujours plus longtemps pour être reçus par un technicien de la Sécurité Sociale. Nous demandons plus de considération de votre part! Nous vous rappelons que nos centres de paiement ont été construits grâce à nos cotisations. Ils sont donc la propriété collective des salariés.

Alors que des milliards d'euros d'exonération de cotisations sont accordés aux employeurs, nous n'acceptons pas que l'on ferme des centres de proximité et que l'on supprime des centaines d'emploi à la Sécurité Sociale au nom d'un déficit dont nous ne sommes pas responsables.

Nous sommes solidaires du combat des employés, des cadres et des organisations syndicales de la CPAM, dont les revendications rejoignent nos besoins.

Nous, assurés sociaux parisiens demandons le maintien de la totalité de nos centres de proximité. Il faut également revoir la situation pour les populations dans les arrondissements où la désertification des structures de protection sociale fait des dégâts. Nous vous demandons de rouvrir des centres d'accueils et médicaux, avec des effectifs suffisant pour nous accueillir dans de bonnes conditions.

**Nous, assurés sociaux, avec les personnels de la CPAM,
nous voulons garder nos centres de Sécurité Sociale !**

Nous défendons la Sécurité Sociale,

Nous refusons la fermeture des centres,

Nous défendons les vrais emplois.

Nous interpelons nos élus d'arrondissements et la direction de la CPAM.

NOM	PRENOM	ADRESSE	SGNATURE

Renvoyer à : Union des syndicats CGT de Paris - 85, rue Charlot - 75003 Paris